

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 18 octobre 2010

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, août 2010 2

Les non-résidents ont acheté pour 11,1 milliards de dollars de titres canadiens en août, la plupart sous forme d'obligations de sociétés et d'entreprises publiques. Parallèlement, les Canadiens ont acquis pour 3,4 milliards de dollars de titres étrangers, principalement des actions étrangères.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, troisième trimestre de 2010 5

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a atteint 10,4 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre. Il s'agit d'une troisième augmentation trimestrielle consécutive. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des dépenses dans les bâtiments commerciaux et industriels.

Étude : Tendances de la productivité des entreprises non constituées en société dans l'économie canadienne, 1987 à 2005 10

Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2002 à 2007 11

Enquête mensuelle sur les grands détaillants, août 2010 11

Nouveaux produits et études 12



Communiqués

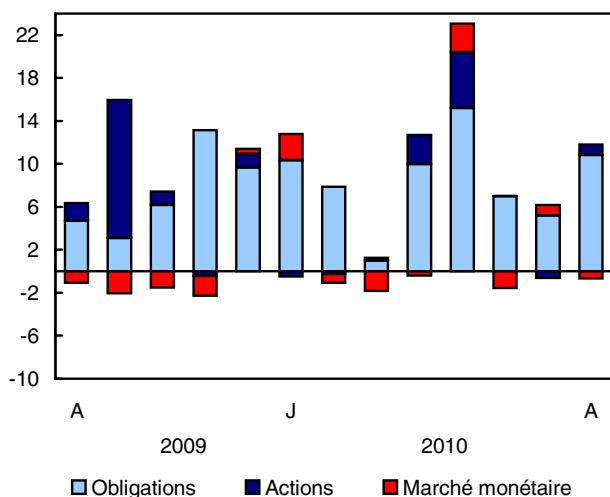
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Août 2010

En août, les opérations financières transfrontalières en valeurs mobilières ont poursuivi la tendance observée au cours de la majeure partie des 20 derniers mois, soit des investissements étrangers importants en obligations canadiennes et des investissements canadiens modérés en actions étrangères. Les non-résidents ont acheté pour 11,1 milliards de dollars de titres canadiens en août, la plupart sous forme d'obligations de sociétés et d'entreprises publiques. Parallèlement, les Canadiens ont acquis pour 3,4 milliards de dollars de titres étrangers, principalement des actions étrangères.

Investissements étrangers de portefeuille en valeurs mobilières canadiennes

milliards de dollars



Les non-résidents favorisent les obligations des sociétés canadiennes

Les non-résidents ont investi 10,8 milliards de dollars dans les obligations canadiennes en août, soit la deuxième plus forte entrée de capitaux enregistrée en 2010. Les obligations de sociétés privées canadiennes ont attiré 5,3 milliards de dollars de capitaux étrangers, soit un niveau inégalé depuis

Note aux lecteurs

À moins d'avis contraire, toutes les valeurs figurant dans le présent communiqué correspondent à des opérations nettes.

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions, en obligations et en instruments (ou effets) du marché monétaire tant pour les émissions canadiennes qu'étrangères.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance initiale de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance initiale d'une année ou moins.

Les **effets du gouvernement du Canada** englobent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains.

novembre 2009. Les acquisitions étrangères de nouvelles émissions nettes ont représenté près de 60 % de ces capitaux, principalement des obligations d'entreprises du secteur des ressources et des transports qui offraient des rendements attrayants. De plus, les non-résidents ont continué d'acquérir des quantités importantes d'obligations hypothécaires canadiennes sur les marchés secondaires.

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,2 milliards de dollars d'obligations d'entreprises publiques fédérales en août, soit le plus haut niveau observé depuis mai 2009. Ces capitaux étrangers étaient répartis presque également entre les nouvelles émissions nettes et les opérations sur les marchés secondaires.

Les achats étrangers d'obligations des gouvernements fédéral et provinciaux ont diminué en août. Pendant le mois, les taux d'intérêt à long terme canadiens ont diminué pour atteindre leur plus bas niveau depuis décembre 2008.

Les non-résidents ont retranché 705 millions de dollars de leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien. Ce désinvestissement a surtout touché les effets des provinces et des entreprises du gouvernement fédéral, principalement en raison de remboursements. Les investissements étrangers en effets du gouvernement fédéral ont ralenti pour atteindre 404 millions de dollars en août.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Juin 2010	Juillet 2010	Août 2010	Janvier à août 2009	Janvier à août 2010
	Transactions cumulées				
	millions de dollars				
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	5 402	5 508	11 090	68 944	75 749
Obligations (nettes)	6 970	5 198	10 801	51 913	67 346
Émissions en circulation	6 568	4 626	5 190	21 713	51 498
Nouvelles émissions	8 735	2 782	5 808	53 228	39 517
Remboursements	-6 044	-2 893	-1 437	-24 458	-25 379
Changement aux intérêts à payer ¹	-2 290	683	1 240	1 430	1 710
Instruments du marché monétaire (nets)	-1 616	966	-705	5 722	619
Gouvernement du Canada	-2 196	1 575	404	7 894	3 401
Autres	580	-609	-1 110	-2 172	-2 782
Actions (nettes)	48	-655	995	11 309	7 784
Émissions en circulation	56	-536	1 178	9 606	6 191
Autres transactions	-7	-119	-183	1 703	1 593
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-4 008	2 987	-3 384	-14 739	-6 817
Obligations (nettes)	-2 596	2 960	109	4 559	8 080
Instruments du marché monétaire (nets)	650	-519	-1 013	-977	-1 984
Actions (nettes)	-2 061	546	-2 480	-18 321	-12 914

1. Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif indique une sortie de capitaux du Canada, c'est-à-dire un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

■

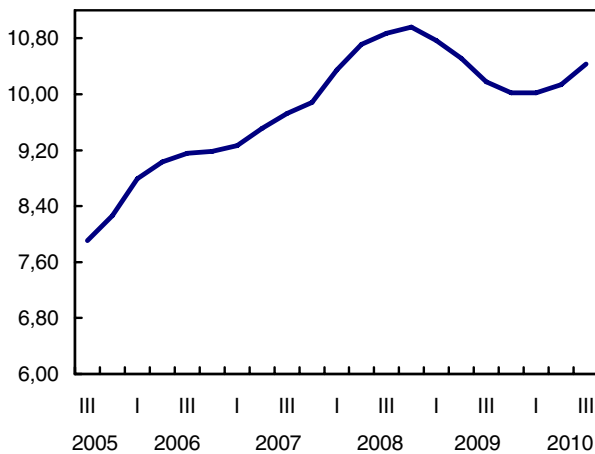
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Troisième trimestre de 2010

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a atteint 10,4 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse de 2,9 % par rapport au deuxième trimestre. Il s'agit d'une troisième augmentation trimestrielle consécutive. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des dépenses dans les bâtiments commerciaux et industriels.

Hausse des investissements en construction de bâtiments non résidentiels

milliards de dollars données désaisonnalisées



Au troisième trimestre, l'investissement a reculé dans deux provinces, soit en Saskatchewan et en Alberta. En Saskatchewan, le recul s'explique par les dépenses plus faibles dans les composantes industrielle et institutionnelle, tandis qu'en Alberta, c'est la baisse des dépenses institutionnelles qui en est à l'origine.

L'Ontario a affiché l'augmentation la plus prononcée, principalement grâce à la hausse des dépenses en construction de bâtiments commerciaux et industriels.

À l'échelon local, 21 des 34 régions métropolitaines de recensement ont affiché une hausse. La plus forte progression a été observée à Toronto, où l'investissement s'est accru de 7,5 % pour atteindre 1,8 milliard de dollars, principalement grâce à l'augmentation des dépenses dans la composante commerciale.

La plus forte baisse s'est produite à Barrie, en raison de diminutions des dépenses dans les composantes institutionnelle et industrielle.

Note aux lecteurs

Toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et sont exprimées en dollars courants, à moins d'avis contraire.

L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels exclut les travaux de génie. Ces données proviennent de l'Enquête sur les permis de bâtir, menée auprès des municipalités et visant à recueillir des renseignements sur les intentions de construction.

Des modèles de mise en place sont attribués pour chaque type de structure (industriel, commercial et institutionnel). Ces modèles de mise en place servent à répartir la valeur des permis de bâtir selon la durée des travaux. Les modèles diffèrent selon la valeur du projet de construction, car un projet de plusieurs millions de dollars prendra généralement plus de temps à être achevé qu'un projet d'une centaine de milliers de dollars.

De plus, les données des enquêtes sur les dépenses en immobilisations et en réparations sont utilisées comme source de données complémentaire pour élaborer cette série d'investissements. Les données de l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels tiennent également compte des valeurs repères d'investissement des bâtiments non résidentiels du Système de comptabilité nationale de Statistique Canada.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Ottawa et la partie Gatineau.

Composante commerciale

Les investisseurs ont consacré 5,9 milliards de dollars à des projets de construction commerciale, en hausse de 4,1 % par rapport au deuxième trimestre. Il s'agit d'une troisième augmentation trimestrielle consécutive.

La hausse observée au troisième trimestre est attribuable à l'augmentation des dépenses dans les bâtiments de transports et de loisirs, en particulier en Ontario et en Alberta.

Dans l'ensemble, l'investissement commercial a crû dans huit provinces. La plus forte augmentation s'est produite en Ontario, où l'investissement s'est établi à 2,4 milliards de dollars, en hausse de 7,2 %.

C'est la Colombie-Britannique qui a enregistré la plus forte baisse, laquelle s'explique en grande partie par la diminution des dépenses dans plusieurs catégories de construction commerciale.

Composante industrielle

L'investissement dans la composante industrielle a augmenté de 4,3 % pour atteindre 1,1 milliard de dollars au troisième trimestre. Il s'agit d'une deuxième augmentation trimestrielle d'affilée, lesquelles font suite à sept trimestres consécutifs de baisses.

La hausse observée au troisième trimestre s'explique par l'augmentation des dépenses en construction de bâtiments du secteur primaire dans huit provinces et en construction de bâtiments rattachés aux services publics dans six provinces.

À l'échelon provincial, l'Ontario, où l'investissement a augmenté de 7,3 % pour se fixer à 453 millions de dollars, et l'Alberta, qui a affiché une augmentation de 6,5 % pour s'établir à 237 millions de dollars, ont contribué le plus à cette augmentation trimestrielle.

Toutefois, la Saskatchewan a connu la plus forte diminution, en grande partie attribuable à la diminution des dépenses en construction des usines de fabrication.

Composante institutionnelle

Après deux baisses trimestrielles, l'investissement dans la construction d'établissements institutionnels a connu une légère hausse de 0,4 % au troisième trimestre pour atteindre 3,4 milliards de dollars. Le principal facteur à l'origine de cette hausse a été l'augmentation des dépenses en construction des établissements d'enseignement dans neuf provinces.

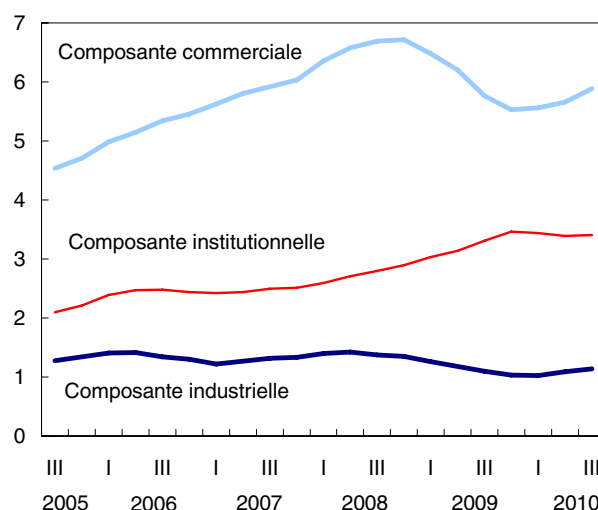
Les augmentations les plus prononcées se sont produites en Ontario et au Québec, deux provinces où l'on a observé d'importantes progressions des dépenses dans la construction des établissements d'enseignement.

En revanche, l'Alberta a connu la plus forte baisse, qui s'explique principalement par la diminution des dépenses dans la construction d'installations médicales et d'immeubles gouvernementaux.

Composantes commerciale, institutionnelle et industrielle

milliards de dollars

données désaisonnalisées



Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Des données plus détaillées sur l'investissement en construction de bâtiments non résidentiels sont également offertes dans des tableaux gratuits accessibles à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165 (bdp_information@statcan.gc.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Troisième trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2010
Données désaisonnalisées					
	millions de dollars			variation en %	
Total	7 760	7 547	7 819	3,6	0,8
St. John's	45	41	49	17,7	7,8
Halifax	93	101	105	3,8	12,7
Moncton	41	46	51	11,5	24,6
Saint John	50	43	42	-4,0	-17,5
Saguenay	72	48	52	7,4	-27,5
Québec	264	220	217	-1,2	-17,7
Sherbrooke	44	48	59	22,4	35,1
Trois-Rivières	49	49	43	-11,7	-12,6
Montréal	796	851	881	3,5	10,7
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	380	394	388	-1,5	2,1
Partie Gatineau	79	65	52	-19,1	-33,4
Partie Ottawa	301	329	336	1,9	11,4
Kingston	60	52	48	-8,1	-20,5
Peterborough	23	32	33	3,7	45,3
Oshawa	98	100	106	6,4	8,8
Toronto	1 713	1 670	1 796	7,5	4,8
Hamilton	238	220	234	6,4	-1,9
St. Catharines–Niagara	68	88	108	22,0	59,6
Kitchener–Cambridge–Waterloo	196	240	272	13,1	38,9
Brantford	33	34	34	-1,2	2,8
Guelph	39	51	50	-2,0	28,1
London	140	120	141	17,2	0,6
Windsor	51	76	91	20,1	77,7
Barrie	131	103	87	-15,3	-33,7
Grand Sudbury	53	63	64	0,5	20,2
Thunder Bay	28	19	25	31,0	-10,2
Winnipeg	148	143	148	3,2	0,2
Regina	88	99	101	2,1	14,9
Saskatoon	176	149	155	3,6	-11,9
Calgary	1 056	963	953	-1,0	-9,7
Edmonton	701	654	650	-0,6	-7,2
Kelowna	84	122	113	-7,5	33,6
Abbotsford–Mission	35	23	21	-10,8	-39,9
Vancouver	642	545	580	6,4	-9,6
Victoria	126	136	122	-10,1	-2,7

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon le type de bâtiments, par province et territoire

	Troisième trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2010
Données désaisonnalisées					
	millions de dollars			variation en %	
Canada					
Total non résidentiel	10 175	10 135	10 428	2,9	2,5
Industriel	1 099	1 089	1 136	4,3	3,4
Institutionnel	3 310	3 389	3 403	0,4	2,8
Commercial	5 766	5 657	5 890	4,1	2,2
Terre-Neuve-et-Labrador					
Total non résidentiel	72	69	84	22,6	17,1
Industriel	5	4	9	111,7	103,1
Institutionnel	20	26	26	0,5	29,6
Commercial	47	38	48	27,3	3,1
Île-du-Prince-Édouard					
Total non résidentiel	32	21	24	11,9	-25,4
Industriel	8	2	5	88,5	-41,2
Institutionnel	9	7	8	16,8	-1,2
Commercial	15	11	11	-7,3	-30,9
Nouvelle-Écosse					
Total non résidentiel	161	184	205	11,1	27,1
Industriel	19	21	25	20,0	32,4
Institutionnel	61	64	74	16,5	22,1
Commercial	82	100	106	5,8	29,7
Nouveau-Brunswick					
Total non résidentiel	167	173	183	5,6	9,5
Industriel	22	18	15	-15,7	-32,1
Institutionnel	59	84	95	13,0	61,2
Commercial	86	71	73	2,1	-15,2
Québec					
Total non résidentiel	1 763	1 782	1 812	1,7	2,8
Industriel	240	251	244	-3,1	1,3
Institutionnel	571	528	544	3,2	-4,6
Commercial	952	1 003	1 024	2,1	7,5
Ontario					
Total non résidentiel	3 777	3 894	4 105	5,4	8,7
Industriel	376	422	453	7,3	20,4
Institutionnel	1 295	1 242	1 260	1,5	-2,7
Commercial	2 106	2 230	2 391	7,2	13,5

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, selon le type de bâtiments, par province et territoire

	Troisième trimestre de 2009	Deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2010
Données désaisonnalisées					
	millions de dollars			variation en %	
Manitoba					
Total non résidentiel	216	208	221	6,1	2,2
Industriel	28	19	24	24,3	-14,7
Institutionnel	68	53	60	13,6	-11,6
Commercial	120	136	137	0,5	13,9
Saskatchewan					
Total non résidentiel	369	371	367	-1,0	-0,6
Industriel	73	60	48	-20,6	-34,7
Institutionnel	130	135	128	-5,4	-2,0
Commercial	165	175	191	9,1	15,6
Alberta					
Total non résidentiel	2 390	2 229	2 228	-0,1	-6,8
Industriel	242	223	237	6,5	-1,7
Institutionnel	738	826	777	-6,0	5,3
Commercial	1 410	1 179	1 213	2,8	-14,0
Colombie-Britannique					
Total non résidentiel	1 172	1 118	1 123	0,5	-4,2
Industriel	82	59	68	15,7	-16,8
Institutionnel	338	390	399	2,3	18,0
Commercial	752	670	657	-1,9	-12,7
Yukon					
Total non résidentiel	12	32	28	-13,4	131,9
Industriel	3	7	6	-3,8	108,9
Institutionnel	5	9	9	1,0	103,7
Commercial	4	16	12	-25,6	177,7
Territoires du Nord-Ouest					
Total non résidentiel	38	39	34	-13,4	-10,5
Industriel	1	1	1	-12,6	68,8
Institutionnel	16	20	16	-19,0	-0,6
Commercial	21	18	17	-7,3	-20,5
Nunavut					
Total non résidentiel	7	15	17	13,1	140,8
Industriel	0	1	0	-45,2	23,9
Institutionnel	2	6	5	-3,1	223,6
Commercial	5	9	11	26,9	119,0

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



Étude : Tendances de la productivité des entreprises non constituées en société dans l'économie canadienne 1987 à 2005

Entre 1987 et 2005, le niveau de la productivité du travail du secteur des entreprises non constituées en société, formé surtout de petites entreprises de travailleurs autonomes, a été nettement inférieur à celui du secteur des sociétés.

En 2005, la production par heure travaillée dans le secteur des entreprises non constituées en société a été de 23,20 \$, soit environ 53 % du montant de 43,40 \$ enregistré dans le secteur des sociétés. Cette proportion a été de 54 % en 1987 et de 48 % en 1997.

Le nombre d'entrepreneurs autonomes qui ne sont pas constitués en société s'est accru de 2,7 % par année entre 1987 et 1999. Entre 2000 et 2005, leur nombre a fléchi de 0,5 % par année.

De 1990 à 1997, 53 % de la croissance de l'emploi dans l'ensemble de l'économie était attribuable au secteur des entreprises non constituées en société, mais le nombre de travailleurs autonomes dans ce secteur a connu un revirement après 2000. En 2005, le nombre de travailleurs autonomes qui n'étaient pas constitués en société dépassait 1,5 million.

Les entreprises non constituées en société sont en général plus petites que celles du secteur des sociétés et exploitent moins de capital par travailleur. En 2002, la société canadienne type employait huit fois plus de travailleurs qu'une entreprise moyenne non constituée en société et disposait d'environ deux fois plus de capital par travailleur. Les propriétaires d'entreprises non constituées en société ont également, en règle générale, un niveau de scolarité inférieur à celui de l'ensemble des gestionnaires, à l'exception de ceux qui oeuvrent dans les entreprises des industries de la santé et des services professionnels.

La différence entre le secteur des entreprises non constituées en société et celui des sociétés était encore plus prononcée pour les industries de biens que pour les services. En 2005, dans les industries produisant des biens, la production par heure travaillée du secteur des entreprises non constituées en société représentait le tiers de celle des sociétés, soit 21,50 \$ l'heure en comparaison de 63,00 \$.

Dans les industries produisant des services, la différence était plus petite. En 2005, le produit intérieur brut par heure travaillée du secteur des entreprises non

constituées en société équivalait à près de 70 % du niveau du secteur des sociétés.

Il y a eu de grandes différences au fil du temps entre la croissance relative de la productivité dans le secteur des entreprises non constituées en société et dans celui des sociétés. De 1987 à 1997, la productivité du travail des entreprises non constituées en société a reculé au taux annuel moyen de 0,3 %, alors que la productivité du travail des sociétés a enregistré une hausse de 1,3 %.

Entre 1997 et 2005, la productivité des entreprises non constituées en société s'est accrue de 3,2 % en moyenne par année, soit deux fois le taux de 1,5 % de la productivité des sociétés.

Ce changement de la croissance relative vient moins de différences entre la croissance de la production que de différences entre la croissance des heures travaillées.

La diminution de la productivité relative du secteur des entreprises non constituées en société était associée dans les années 1990 à une augmentation du nombre de travailleurs autonomes qui n'embauchaient pas de travailleurs. De même, l'accroissement de la productivité du groupe des entreprises non constituées en société après 2000 était associé à des diminutions du nombre de travailleurs autonomes non constitués en société n'ayant pas de travailleurs rémunérés.

Nota : Le document de recherche «Tendances de la productivité des entreprises non constituées en société dans l'économie canadienne, 1987 à 2005» examine la croissance de la productivité pour les entreprises non constituées en société entre 1987 et 2005 et la compare à la croissance de la productivité des firmes du secteur des sociétés. La productivité du travail (mesurée selon la production par heure travaillée) est un indicateur de l'efficacité avec laquelle les producteurs utilisent la main-d'oeuvre dans le processus de production.

Le document de recherche intitulé «Tendances de la productivité des entreprises non constituées en société dans l'économie canadienne, 1987 à 2005», qui fait partie de *La revue canadienne de productivité* (15-206-X2010028, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Information pour analystes et chercheurs* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*. Des études comparables de la Division de l'analyse économique peuvent être consultées à l'adresse (www.statcan.gc.ca/analyseeconomique).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse économique. ■

Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises

2002 à 2007

Des données sur les petites et moyennes entreprises (PME) au Canada sont maintenant offertes par l'Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises.

Cet entrepôt de données, qui présente des définitions et des concepts normalisés sur les PME, contient un recensement de toutes ces entreprises par année, de 2002 à 2007. Il permet la création de tableaux personnalisés et l'analyse des PME par régions géographiques, selon, entre autres, le nombre d'entreprises, l'emploi, les revenus, les nouvelles entreprises et les disparitions, le rendement des entreprises (le taux de survie) et les entreprises à forte croissance (les gazelles).

Afin d'éviter un fardeau de réponse et de minimiser les coûts, l'entrepôt de données est basé sur des sources de données administratives existantes de Statistique Canada et de l'Agence du revenu du Canada.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5157.

Des tableaux personnalisés sont offerts en communiquant avec la Division des enquêtes-entreprises spéciales et de la statistique de la technologie moyennant un recouvrement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle (bsstdinfo@statcan.gc.ca), Division des enquêtes-entreprises spéciales et de la statistique de la technologie. ■

Enquête mensuelle sur les grands détaillants

Août 2010

Il est maintenant possible de consulter les données d'août de l'Enquête mensuelle sur les grands détaillants.

Données stockées dans CANSIM : tableau 080-0009.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5027.

Il est possible de consulter un tableau de données à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour commander des données ou pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067 (detaillantsinfo@statcan.gc.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Abdulelah Mohammed au 613-951-7719, Division de la statistique du commerce. ■

Nouveaux produits et études

Étude : La revue canadienne de productivité : «Tendances de la productivité des entreprises non constituées en société dans l'économie canadienne, 1987 à 2005», n° 28

Numéro au catalogue : 15-206-X2010028 (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

Ventes de véhicules automobiles neufs, août 2010, vol. 82, n° 8

Numéro au catalogue : 63-007-X (PDF, gratuit; HTML, gratuit)

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

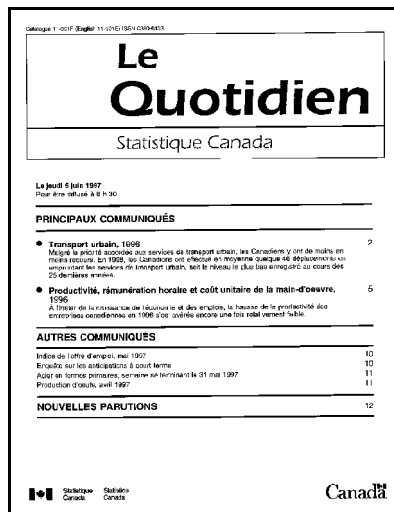
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :

1-877-287-4369

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.gc.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X1F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.gc.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2010. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.